

RWANDA-ZAIRE

L'EXODE TOURNE AU CAUCHEMAR A GOMA

Dans la ville zairoise qui sert de base à l'opération Turquoise, des obus du Front patriotique sont tombés dimanche sur le flot de réfugiés rwandais: des centaines de personnes, en majorité des femmes et des enfants, ont péri. La catastrophe a accru le découragement des ONG qui avaient déjà du mal à faire face à cet exode massif.

Goma, envoyée spéciale

On ne distingue d'abord qu'une confusion où rien n'accroche le regard, un chaos sans forme, voilé d'une épaisse poussière rouge mélangée à des mottes d'herbe et de terre retournée. Ce n'est qu'au bout de quelques instants que les yeux s'habituent et que l'on voit vraiment. Dans un tas d'objets piétinés avec tant de violence qu'il semblent déchiétés, émerge un bras, un ventre éclaté sous un linceul de mouches, un visage aux yeux encore ouverts, des corps qui ne sont plus des corps tant les os sont broyés, les membres disloqués. De temps en temps, quelqu'un se relève. Au bout de la terreur, les survivants ont dormi là, presque morts au milieu

des morts. Plus bas, au bord du lac Kivu, l'histoire se lit le long de la rive. Un sac de farine éclaté, le fardeau le plus lourd, le premier qu'on a lâché. Puis une natte, un cahier d'écolier, un bébé encore emmaillotté dans le linge où il était porté. Un passeport d'homme enfin. Et l'eau. Pour fuir l'émeute, ils se sont jetés par dizaines dans ce lac trop profond.

Combien de cadavres? 100? 200? 300? Plus? On ne le saura jamais. A quoi bon les compter dans une ville qui n'a plus assez de mains pour ramasser les blessés, plus assez de rues pour que les vivants puissent s'y tenir tous. A Goma, 300 000 habitants, où près de 2 millions de réfugiés rwandais affluent depuis quatre jours, des obus de mortiers sont tombés dimanche dans la cohue des sans-abri.

Justinien, agent de l'Etat et réfugié, affirme que l'affaire est simple: «*Matématique.*» «*Il était 4 h 20 de l'après-midi. On entendait le FPR (Front patriotique rwandais) qui se rapprochait de la frontière. Les derniers des soldats des FAR (Forces armées rwandaises) nous poussaient pour qu'on passe tous. Il y a eu des tirs, puis la peur. Les Zairois nous ont dit d'aller sur les bas-côtés. Ceux qui se sont retrouvés près des murs ont été écrasés, ceux qui ont sauté dans le lac se sont noyés, ceux qui étaient trop petits ont été écrasés. Ceux dont ce n'était pas le jour ont été sauvés et continueront à marcher.*»

Lundi matin, au petit jour, les premiers gestes sont pour fouiller. Une femme: «*Je cherche mon enfant.*» Un vieillard aux jambes brisées se traîne jusqu'à la chaussée. Rampe sur les coudes, centimètre par centimètre, droit devant. «*Il faut bien continuer la route.*» Des enfants seuls, couverts de leurs excréments, refusent de parler, de se lever. Juste à côté, une femme allume un feu pour faire cuire des haricots. Un groupe d'hommes dépêche une vache. Dans le lac, à côté des cadavres, des réfugiés se lavent, font sécher leur linge. «*Comme on l'a trouvé sur des morts, il vaut mieux le laver.*» «*Tout ce que je veux savoir, c'est que Candide est vivant.*» dit Candide, professeur à Kigali.

Devant le désastre, certains camions de la Croix-Rouge font demi-tour. «*On n'y arrivera pas.*», dit un volontaire. Dans Goma à bout de ressources, la catastrophe de dimanche a encore accru le découragement des organisations humanitaires qui n'arrivaient déjà pas à faire face à cet exode massif. Avant d'achever les nouveaux blessés, les seize centres de soins et les deux hôpitaux étaient saturés.

Deux nouvelles antennes, ouvertes le matin même par la Croix-Rouge, ont été débordées par les malades du choléra et de la malaria, qui se trouvaient déjà sur place. Sur la base française, le dispensaire théoriquement réservé aux militaires s'est transformé en centre de soins et l'antenne chirurgicale a effectué les opérations les plus urgentes pendant toute la nuit. «*Notre mandat était théoriquement de nous occuper des déplacés à l'intérieur du Rwanda.*», dit Joanna Grombac, chef de la délégation du CICR à Goma. «*Nous avions 1 000 tonnes de vivres que nous utilisons pour les réfugiés au Zaïre. Mais si nous en avions plus, nous ne pourrions de toute façon pas les distribuer avec seulement cinq camions.*»

Quant à l'eau dont MSF International s'est chargé, les capacités ne sont suf-

fisantes que pour 35 000 personnes, cinq fois moins que ce qu'il faudrait. «*Nous en sommes à un tel point que nous n'osons plus faire de distribution en ville.*», explique Samantha Bolton. «*Cela devient trop dangereux, il y a des émeutes à chaque fois.*» Hier, après le tir de deux obus de mortiers sur les pistes d'atterrissage, les autorités zairoises avaient pris la décision de fermer l'aéroport au trafic autre que militaire, rompant ainsi le pont aérien qui devait amorcer un nouvel approvisionnement. Brian Atwood, directeur de l'Agence américaine pour le développement international (AID), est arrivé hier après-midi à Goma pour annoncer une aide de 31 millions de dollars, notamment de la part du Département de la défense américain. Après avoir souhaité que la force Turquoise reste de toute façon au-delà du 31 juillet, date théorique de la fin de son mandat, il a précisé que: «*S'il n'y a pas de cessez-le-feu, je ne vois pas comment la Mianar, qui doit théoriquement prendre le relais, pourra s'en sortir.*» Et à nouveau, Samantha Bolton de MSF: «*La seule solution est politique, que les Rwandais puissent au moins retourner chez eux.*»

Dans une rue de Goma, près de la frontière, Syrien, instituteur, a rassemblé les réfugiés autour de lui. Jamais il ne rentrera. Il le jure, sur ses enfants morts, sur sa femme perdue dans la foule. «*Même avec un cessez-le-feu, je n'ai pas confiance.*» Chacun approuve. Que faudrait-il? On se regarde. «*Que les Tutsis retournent en Ouganda.*» «*Que le FPR abandonne le pouvoir.*» «*Que le gouvernement nous dise de rentrer.*» Depuis que l'exode s'est arrêté à Goma, les structures villageoises se sont reconstituées peu à peu. Bourgmestres, préfets, lettrés ont repris leur ascendant sur les réfugiés, dans leur immense majorité hutus, paysans et inconditionnels de l'ex-président Habyarimana.

Dans la foule, on écoute, on suit, on répète. La débâcle des Forces armées rwandaises (FAR), elles aussi retirées à Goma face à la poussée du FPR, le repli du gouvernement intérimaire parti pour le Zaïre, comme l'annonçait hier le lieutenant-colonel Bollelli? «*C'est pour mieux contre-attaquer.*», martèle l'instituteur. La très écoutée Radio-Rwanda, organe officiel du gouvernement intérimaire, ne disait rien d'autre sur les ondes hier en fin de journée: «*Le FPR a mis quatre ans pour revenir avec 200 000 personnes. Nous mettrons un mois avec 3 millions.*» Avec 2 millions de réfugiés au Zaïre, il semble bien que le gouvernement intérimaire a entre les mains sa dernière force de négociation.

Florence AUBENAS

Crimine/Dupuy/Renard

Une réfugiée rwandaise

L'impossible

Les soldats français se les militaires et dignitaires

C'était, sur le terrain, l'officier le plus médiatique de l'opération Turquoise: le colonel Didier Thibaut, du 1^{er} Régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMA). Premier à entrer au Rwanda le 23 juin, il a été l'homme à sauver les 8 000 rescapés tutsis du camp de Nyarushishi. On l'a alors vu, abondamment, à la télévision, sur toutes les chaînes, et notamment lors d'une soirée spéciale sur TF1, aux côtés de PDDA. Ensuite, à nouveau, le colonel Thibaut a été en première ligne lors de la création de la «zone humanitaire» française, dans le sud-ouest du Rwanda. A l'égard du Front patriotique rwandais (FPR), il a tenu des propos très musclés. Puis, il a disparu, rappelé en France où, le

Le FPR proclame la fin de la guerre

Le Front patriotique a annoncé un cessez-le-feu de facto et la nomination d'un président «par consensus».

Selon le chef militaire du Front patriotique rwandais (FPR), Paul Kagame, «la guerre est finie. Il y a au Rwanda un cessez-le-feu de facto, même s'il n'a pas été proclamé». Tout en soulignant, hier soir à Kigali, que son mouvement avait «le droit souverain d'occuper chaque partie du Rwanda», l'homme fort du FPR a ajouté: «Nous n'avons pas l'intention d'attaquer les troupes françaises. Personne n'aurait rien à y gagner». Selon le général Kagame, l'arrestation des dignitaires de l'ancien régime, accusés d'être responsables du génocide des Tutsis et, à présent, réfugiés dans la «zone humanitaire française», «pose problème», mais celui-ci pourrait être «régulé par la concertation» (lire ci-contre).

Cette déclaration est intervenue alors que le Front patriotique a étendu son contrôle sur l'ensemble du Rwanda, à l'exception de l'enclave de protection humanitaire française, un cinquième du territoire national dans le sud-ouest du pays. Le cessez-le-feu unilatéral annoncé par le général Kagame a suivi également la proclamation «par consensus» d'un nouveau président, successeur de Juvénal Habyarimana, mort le 6 avril lorsque son avion fut abattu à l'approche de l'aéroport de Kigali. Il s'agit de Pasteur Bizimungu, quadragénaire et, comme son prédécesseur, un Hutu originaire du nord-ouest du pays. Ancien dirigeant d'une société nationale, ce modéré s'était très tôt rallié aux «rebels tutsis» qui, aux termes des accords de paix signés en juin 1993 à Arusha, comptait lui confier le ministère de

l'intérieur, stratégique en vue de futures élections.

Faute d'un scrutin qui, au mieux, n'aura lieu que d'ici cinq ans, le FPR a annoncé la formation d'un gouvernement «vraiment national» pour demain, et la convocation d'un Parlement de 80 députés dans un mois, «sur la base d'un consensus entre tous les partis», à l'exception de l'exporti unique et d'une formation extrémiste hutu, d'office exclus. Dirigé par Faustin Twagiramungu, également hutu et leader d'un parti de l'ancienne opposition intérieure, le gouvernement comportera une vingtaine de portefeuilles, dont «une douzaine» reviendraient aux quatre partis d'opposition associés. Il était entendu, hier soir, que le général Kagame assumerait à la fois un poste de vice-président et le ministère de la Défense, exerçant la réalité du pouvoir.

L'institutionnalisation d'un nouveau régime a été saluée, dès hier soir, par le chef de la diplomatie américaine, Warren Christopher. «Dans la tragédie rwandaise, a-t-il en effet déclaré, la seule raison d'optimisme se fonde sur le triomphe du Front patriotique et la formation d'un gouvernement de coalition qui inclut des membres de la tribu hutu.» Avant le génocide des Tutsis, les Hutus représentaient au Rwanda 85% de la population. Avant-hier, le gouvernement américain avait fermé l'ambassade du Rwanda à Washington, toujours tenue par des représentants de l'ancien régime, priés de «quitter dans les cinq jours» les Etats-Unis.

S. Sm

PROCHE-ORIENT

Première rencontre publique entre Israël et la Jordanie

Trente officiels ont discuté hier en plein désert, sur la ligne d'armistice, de questions de frontière et de ressources d'eau. Premier pas vers un traité de paix.



Le premier contact était retransmis par les deux télé.

La bande de Gaza restera bouclée « pendant quelques jours seulement », après les sanglants affrontements de la veille au barrage d'Erez, a annoncé hier le gouvernement israélien. Les services de sécurité israéliens accusent les islamistes du Hamas d'être à l'origine des incidents. Yasser Arafat a qualifié les affrontements de « très graves et inacceptables ». Une grève générale a été observée hier dans les territoires occupés. Quatre Palestiniens ont été blessés hier par l'armée à Hébron.

Jérusalem, de notre correspondant

Une vaste tente blanche et jaune climatisée, au milieu du désert, entourée de champs de mines et de barbelés: tel est le cadre spectaculaire choisi par les Israéliens et les Jordanais pour leur premier face-à-face public au Proche-Orient. Poignées de mains chaleureuses et larges sourires étaient de mise, hier, pour cette « première » qui s'est déroulée sur la ligne d'armistice, à 13 km au nord des ports jumeaux jordaniens et israéliens, Akaba et Eilat. De part et d'autre de la longue table, trente hauts fonctionnaires et officiers chargés de trouver des solutions aux problèmes bilatéraux – le tracé de la frontière et le partage des ressources en eau –, avant la conclusion formelle d'un traité de paix.

Israël et la Jordanie avaient choisi de donner un maximum de retentissement à l'événement, retransmis en direct par les deux télévisions nationales. Demain, le chef de la diplomatie israélienne Shimon Pérès, le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher, et le Premier ministre jordanien Abdel Salam Majali, se retrouvent, cette fois sur le territoire du royaume, une répétition générale avant le sommet, lundi prochain à Washington, entre le roi Hussein et Yitzhak Rabin.

Dès hier, la tonalité était positive. Le représentant israélien, Eliakim Rubinstein, a évoqué des projets de développement communs qui feront « de la mer Morte une mer de vie ». Selon son homologue jordanien, Fayez Tarawneh, « nous nous attendons à ce que les résultats satisfaisants des négociations,

et les accords qui seront conclus, soient couronnés par un traité de paix ». A Jérusalem, le vice-ministre israélien des Affaires étrangères, Yossi Beilin, a estimé qu'un accord était possible en six mois: « Si le roi Hussein y est prêt à ce moment, nous pourrions signer un traité. »

Avant d'en arriver là, il faudra régler les affrontements de la Syrie: le premier est territorial: la Jordanie réclame à Israël quelque 386 km² en trois parcelles « grignotées » selon elle par l'Etat hébreu, l'une au nord, sur le fleuve Yarmouk, au point de rencontre d'Israël, de la Jordanie et de la Syrie; les deux autres au sud de la mer Morte. Hier, Eliakim Rubinstein a affirmé que « personne au monde ne sait exactement où se situe la frontière ». « Le moindre enfant sait où elle se trouve, nous étions sous administration britannique, pas yéménite! », s'insurgeait hier un proche du souverain. Amman s'appuie sur des cartes britanniques de 1928, dont les Israéliens contestent la fiabilité. L'obstacle ne devrait pas être insurmontable, d'autant qu'on évoque, à Jérusalem, la possibilité de louer à la Jordanie certaines de ces terres actuellement cultivées par des fermiers israéliens.

La question de l'eau est plus complexe, un enjeu vital pour toute la région. Amman accuse l'Etat hébreu d'avoir pompé plus que sa part des nappes communes, et réclame des arrières de millions de mètres cubes. Là encore, les Jordanais ne sont pas satisfaits de la position israélienne selon laquelle il est préférable de « créer de nouvelles ressources en eau », plutôt que de « se disputer les ressources existantes ». Le problème est en tout cas aigu pour la Jordanie dont le déficit en eau pourrait atteindre 70% de ses besoins dans dix ans, selon des études officielles.

Parallèlement, Warren Christopher, arrivé hier à Jérusalem pour une nouvelle série de navettes avec la Syrie, devrait participer aux discussions israélo-jordanaises, et rencontrer Yasser Arafat à Gaza. « Je crois qu'une chance de paix s'offre aujourd'hui, et je ferai tout mon possible pour la saisir », a-t-il dit. Un pas de plus, a, en tout cas, été franchi hier, au milieu du désert.

Pierre HASKI

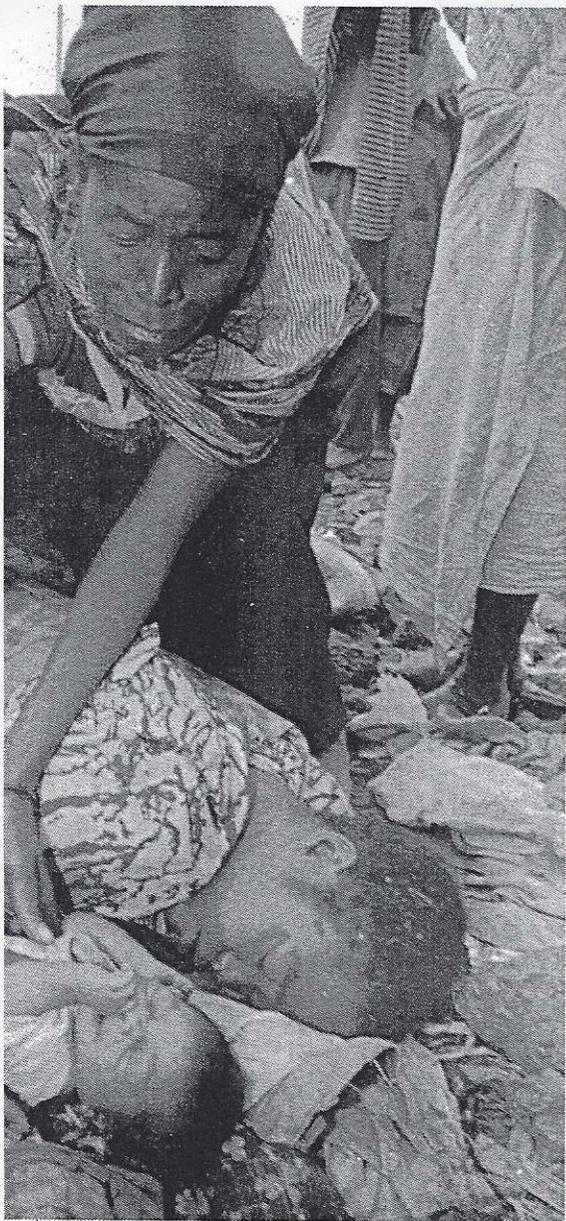
ciales» était soupçonnée, révèle à quel point l'armée française improvise sa mission au Rwanda. « Ce que les politiques nous demandent change tout le temps », s'est plaint un officier, ajoutant: « En plus, l'humanitaire, on ne sait pas faire. » Envoyés pour « sécuriser » les civils menacés, les soldats français se retrouvent aujourd'hui en première ligne face au FPR, en même temps qu'en charge de près de trois millions de déplacés, dont un tiers a déjà franchi la frontière zairoise, envahissant ses bases arrière... « Les forces françaises continueront de s'opposer à toute entrée dans sa zone humanitaire d'individus en armes quelle qu'en soit l'origine », vient d'insister le représentant de la France aux Nations unies. Il y a une semaine, alors que l'ONU demandait à la France de désarmer les soldats de l'armée gouvernementale réfugiés dans son enclave humanitaire, Paris avait répondu ne pas en avoir les moyens et, notamment, les « effectifs requis »...

En clair: des unités des Forces armées rwandaises (FAR), sans même parler des miliciens qui se sont illustrés par leur acharnement dans le génocide, ont trouvé refuge dans la zone humanitaire française. Mieux: plusieurs membres du « gouvernement intérimaire », héritier de l'ancien régime, s'y sont également mis à l'abri. Aussi, le FPR a-t-il demandé un « droit de poursuite » en accusant l'armée française de « protéger les militaires et dignitaires du régime de l'ex-président Habyarimana ». Dimanche, à l'intérieur du sanctuaire humanitaire, un accrochage a eu lieu entre soldats français et combattants – armés – du FPR. Hier soir, il n'était pas clair si la déclaration sur la « fin de la guerre » du général Paul Kagame, le chef militaire du FPR, excluait de futures incursions à la recherche des « responsables du génocide ». Avant-hier, le Front patriotique avait déjà annoncé qu'il n'entendait pas « combattre les Français » mais « poursuivre des criminels de guerre ».

Pour les soldats français, sur le terrain, la différence opérationnelle est ténue. Comment, en effet, sauver la fiction d'une zone humanitaire démilitarisée si le FPR y pénètre pour arrêter des dignitaires de l'ancien régime? « Ils ne passeront pas, on les empêchera », déclarait hier soir une source militaire à Paris. Et d'ajouter: « Nous disposons dans la zone de douze chasseurs bombardiers. Nous ne sommes pas spécialement désireux de nous battre, mais on ne les laissera pas massacrer ce peuple. » Aux yeux des militaires français, les combattants du FPR « se transforment en bouchers, comme les autres. Au fil de leur avancée sur le terrain, ils ont allègrement exécuté tout ce qui ressemblait à des membres de l'administration vaincue. Si le FPR était un libérateur, les gens ne fuieraient pas devant lui ».

Or, les Husus fuient, non seulement dans le Nord, mais aussi dans le Sud, quittant massivement la zone française de protection. Selon la Croix-Rouge internationale (CICR), depuis dimanche, plus de 100 000 personnes sont arrivées à Bukavu, la ville frontalière zairoise en face de Cyangugu. Comment enrayer ce nouvel exode, par des moyens militaires ou humanitaires? C'est toute l'ambiguïté d'une mission « militaro-humanitaire ». La même qui fait qu'un colonel s'appelle, tantôt Tauzin, tantôt Thibaut...

Stephen SMITH
avec Jean GUISELNET



récupère un bébé près du cadavre de sa mère, hier à Goma.

mission militaro-humanitaire

retrouvent face au FPR qui accuse Paris de protéger de l'ancien régime réfugiés dans la zone humanitaire.

mois prochain, il intégrera l'état-major de l'armée de terre, dans la section « prospective et perspectives ». Pour un homme de terrain et d'action, ce n'est pas évident comme promotion.

Pourtant, jeudi dernier lors du défilé du 14 Juillet sur les Champs-Élysées, le colonel Thibaut a été à nouveau à l'honneur, à la tête des 120 hommes du 1^{er} RPIMA. En gros plan sur nos petits écrans, on apprit alors que son unité était « spécialisée dans le renseignement sur les arrières de l'ennemi », bref, « l'action en profondeur », selon le jargon militaire. On apprit, aussi, pour qui savait déchiffrer la plaque de nom sur son torse bombé que le colonel Thibaut, si familier, était en vérité le colonel... Tau-

zin. Renseignements pris, son adjoint au Rwanda, le lieutenant-colonel Colin, blessé à la jambe dans « un accident de voiture », s'appelle en fait Hervé Charpentier. Pourquoi ce jeu de cache-cache identitaire dans une opération qui, selon le gouvernement, relève de « l'humanitaire pur »? « J'ai utilisé mon indicatif radio », nous a répondu, hier, le colonel Tauzin, démentant le fait que son rappel en France ait été une sanction. Coopérer militaire entre 1988 et 1990 au Burundi, voisin du Rwanda, il y a travaillé – « au profit des Tutsis »... – sous son vrai nom.

L'épisode des faux noms, plus cocasse par sa maladresse que surprenant, tant la présence d'unités « spé-